

gens devraient recevoir une compensation appropriée s'ils ne peuvent trouver d'emploi sans qu'il en soit de leur faute. C'est un point fondamental. N'empêche que des emplois devraient être disponibles. Tout homme devrait jouir du droit indéniable de travailler s'il le désire. Notre genre de société devrait assurer ce droit fondamental à ses citoyens. La situation actuelle n'est pas nécessaire. Elle résulte d'une politique délibérée de la part du gouvernement de combattre l'inflation grâce à des méthodes empruntées au siècle dernier.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Hellyer:** Pour soutenir que le Canada devrait jouir du plein emploi, on n'a qu'à étudier la situation dans les autres pays occidentaux. Le plein emploi existe au Japon, en Allemagne, en Suisse, dans les pays scandinaves, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En fait, la plupart des pays de l'Ouest, à l'exception des États-Unis, du Canada et, dans une certaine mesure, de l'Angleterre, poursuivent des politiques de plein emploi. Le Canada a mal géré son économie et les conséquences, sur le plan humain, ont été incalculables pour plusieurs centaines de milliers de citoyens.

J'ai littéralement reçu, ces dernières semaines, des centaines de lettres de chômeurs. Aucun d'eux ne réclamait des prestations de chômage plus élevées, mais tous, sans exception, demandaient de l'emploi. Ils voulaient travailler. Ils désirent mettre à profit leur savoir, leur force et leur énergie pour bâtir un Canada meilleur.

Une objection sérieuse à la loi sur l'assurance-chômage et au budget du ministre découle du fait qu'on veut, par déduction tout au moins, ériger le chômage en institution. La loi sur l'assurance-chômage, de même que les autres lois et déclarations actuelles du gouvernement, veulent nous faire admettre qu'un taux de chômage de 4 p. 100 doit être considéré comme normal. La référence constante du gouvernement à ce pourcentage fait partie du processus de conditionnement du public à la notion du chômage chronique. Cette notion n'est pas bonne; elle est même absurde et il faut énergiquement la rejeter. Le 19 juin, le *Star* de Toronto laissait entendre qu'un des fonctionnaires du ministre utilisait comme objectif un chômage de 5 p. 100. C'est encore plus absurde. J'espère que le ministre s'empressera de rejeter cette idée s'il ne l'a déjà fait.

En sous-estimant dans les futures majorations fiscales le coût de l'assurance-chômage de 8 ou 10 p. 100, le gouvernement n'est pas franc avec la population. En agissant de la sorte, il laisse planer des doutes sur toutes ses propositions budgétaires. Les recettes budgétaires ont-elles été surestimées, et, en l'occurrence, dans quelle mesure? En réalité, si des représentants de l'industrie privée présentaient au public des faits aussi inexacts...

**L'hon. M. Stanfield:** Ils iraient en prison.

**L'hon. M. Hellyer:** ...le ministre de la Consommation et des Corporations porterait des accusations. C'est le vieux jeu du bonneteau. Ayez l'œil ouvert car les chiffres sont plus rapides que l'œil. Le public aperçoit les avantages avant les élections. Il reçoit la note fantastique et des hausses d'impôts ensuite.

[L'hon. M. Hellyer.]

● (2.10 p.m.)

Que l'inflation atteigne les niveaux prévus l'hiver prochain même les avantages secondaires pour les petites gens seront éliminés sans cérémonie. Nous devons mettre un terme à ces politiques qui divisent le pays. Elles sont mauvaises. Le peuple veut des emplois, des prix stables et des impôts moins élevés parce que les pressions deviennent trop fortes dans bien des cas. Ce ne sont pas là des demandes déraisonnables, monsieur l'Orateur. Il en irait différemment si la réalisation de tels objectifs dépassait nos moyens, mais ce n'est pas le cas. Nous avons au Canada des ressources extraordinaires, tant au point de vue humain qu'au point de vue matériel. Il suffit de les utiliser d'une manière intelligente. C'est pourquoi nous ne pouvons reprocher aux gens de demander davantage. Nous les avons incités à attendre beaucoup de nous, mais nous les avons déçus. Les Canadiens veulent que la politique du gouvernement change. Au lieu de se voir proposer un rafistolage, ils veulent savoir comment il est possible de venir à bout de la situation dans laquelle ils se trouvent présentement, de telle sorte que chaque Canadien qui souhaite travailler puisse trouver du travail, que chaque Canadien qui prend sa retraite avec une pension de \$2,000 ait l'assurance qu'avec ce montant, il pourra acheter tout autant cinq ans plus tard; de sorte que chaque Canadien qu'on accable littéralement d'impôts sur ses biens immobiliers et autres ait l'assurance qu'il aura les moyens d'élever sa famille d'une manière digne et décente. Ce ne sont pas là des propositions et des espérances déraisonnables dans un pays aussi grand que le nôtre, mais si nous voulons procurer à notre peuple ce qu'il souhaite et ce qu'il mérite, il nous faudra changer du tout au tout et de fond en comble notre politique.

Le ministre des Finances a terminé son exposé en disant que nous étions sur la bonne voie. La bonne voie pour aller où, monsieur l'Orateur? Aux chutes Niagara? Le ministre avait dit auparavant que les données qu'il avait citées révélaient que bien qu'il nous fût impossible de nous affranchir de l'influence économique américaine, nous pourrions atteindre de meilleurs résultats si nous avions la sagesse et le désir d'y parvenir. Monsieur l'Orateur, je suis d'accord avec ce chef-d'œuvre d'euphémisme; alors, mettons-nous à l'œuvre.

**M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, je voudrais dire quelques mots à propos du budget et j'espère que les députés seront indulgents à mon égard car la voix rauque que j'ai d'habitude l'est encore plus aujourd'hui, et je crains de ne pouvoir me faire comprendre facilement.

D'abord sans vouloir faire de personnalités—car je ne veux pas en faire à l'égard d'un homme que j'aime et que j'admire beaucoup—je trouve regrettable que le député de Trinity (M. Hellyer) n'ait pas précisé au cours de son intervention qu'il avait été ministre, et ministre de tout premier plan, dans un gouvernement qui a fait porter sa campagne électorale, du moins en partie, sur la question de l'inflation et la façon de la mater. A ma connaissance, il n'a jamais ouvert la bouche au sein du caucus pour protester contre les méthodes employées pour lutter contre l'inflation. Par conséquent, après avoir entendu